

Avis portant sur l'intégration et la cohésion sociale

Cohésion sociale d'une société interculturelle

Le soutien des citoyens vulnérables de notre société est au centre des préoccupations de Caritas Luxembourg. L'ambition de l'intégration y joue un rôle essentiel, parmi les cinq valeurs fondamentales de Caritas, **l'option préférentielle pour les pauvres, la solidarité et la dignité de la personne humaine** sont directement concernées par cette thématique. Pour renforcer l'intégration au sein de notre société, il ne suffira pas de soutenir les populations marginalisées. Une mobilisation sur plusieurs niveaux est nécessaire et restera toujours très complexe. De manière générale le sujet doit être revu et bénéficier à l'ensemble des citoyens¹. Le présent avis s'aligne sur les recommandations du LFR (Collectif réfugiés Luxembourg) duquel nous sommes membre. Il vise à représenter les populations vulnérables vivant au Luxembourg et à soulever quelques éléments pertinents, sans pour autant exclure d'autres.

Le terme intégration implique souvent l'idée d'une réalité semblant inchangeable qui s'impose et dans laquelle tout particulier doit s'intégrer. Il va de soi que pour vivre ensemble dans une société diversifiée comme celle du Grand-Duché de Luxembourg, l'adaptation de l'individu est un élément clé et parfois une nécessité. Non seulement l'adaptation de l'un aux autres, mais de toutes les parties concernées. Vivre côte à côte sera insuffisant si nous voulons vivre ensemble. Ce n'est pas une société multiculturelle, mais **une société interculturelle** qui facilitera l'intégration de ses membres. C'est dans ces réflexions que Caritas est convaincu que la **cohésion sociale** de la société est le concept dans lequel l'intégration peut réussir au Luxembourg². Caritas estime de principe, que les investissements nécessaires pour promouvoir l'intégration seront toujours moins coûteux que la couverture des effets multiples de la non-intégration.

Revue de la stratégie étatique : Le nombre constant des futures demandes de protection internationale, les défis dans le domaine de l'emploi et le déséquilibre croissant entre riches et pauvres continueront de poser des défis pour la cohésion sociale. Pour mieux pouvoir évaluer les efforts entrepris, la stratégie doit être étendue sur plusieurs plans et à une perspective à long terme avec des cycles réguliers d'évaluation. Elle devra comprendre un cadre de référence transparent et un panel plus étendu d'instruments et de procédures pour couvrir à la fois les dimensions sociologiques et psychopédagogiques qui s'imposent. La

¹ À comparer: Caritas Deutschland (2008) Miteinander leben – Perspektiven des Deutschen Caritasverbandes zur Migrations- und Integrationspolitik

² Robert Urbé (2007), Ausländer leben unter uns, dans Sozialalmanach 2007, page 77-82 et aussi; Robert Urbé (2009), Vorschläge für ein Regierungsprogramm 2009-2014, dans Sozialalmanach 2009, page 82.

stratégie devra englober non seulement les acteurs professionnels travaillant avec des populations marginalisées, mais véritablement prendre en compte la citoyenneté du Grand-Duché en général.

Autonomisation : Chaque gain en autonomie est un pas vers l'intégration et mérite d'être soutenu. Les difficultés rencontrées des populations vulnérables pour intégrer la société ne doivent pas être renforcées par les mesures mises en place pour aider. Quant aux bénéficiaires de la protection internationale, la période de demande est cruciale pour démarrer les efforts d'intégration. L'ouverture d'accès des DPI (et des BPI aussi) aux mesures d'activation, aux stages en entreprise, au volontariat pour jeunes etc. et une réforme approfondie de l'autorisation d'occupation temporaire font partie des récentes revendications de Caritas Luxembourg³. Ces ouvertures combinées à des cours de langue en nombre suffisant constitueront pour ce public les bases d'une bonne intégration.

Accès au logement décent : Avoir une adresse est une nécessité légale pour pouvoir travailler au Luxembourg, loger est la base pour tout développement personnel et pour construire une vie sociale au plan local. Étant terrain de jeu d'investisseurs nationaux et internationaux, une régulation équilibrée du marché immobilier se fait toujours attendre. Pour freiner la séparation qui se creuse dans les rangs de notre société, il est impératif de réorganiser l'accès au logement. Garantir l'accès à un logement décent et abordable pour tous les résidents doit être une aspiration étatique sans alternatives. Une **planification socio-urbaine (intégrative) hétérogène** avec mixité des catégories (p.ex.) statut, culture, âge, langage, revenu ou profession etc. fait preuve de faciliter la cohésion sociale dès le plus jeune âge. Sur un plan local voir communal, la mise à disposition d'espaces, d'outils et de moyens pour promouvoir l'échange ainsi que des activités pour les citoyens sont des pistes pour renforcer la cohésion.

Accompagnement psychosocial approfondi : Il faut sortir de la logique d'urgence dans la prise en charge si l'ambition d'intégration est prise au sérieux. *Exemple : Le logement est un prérequis pour les BPI après le séjour de transition dans un foyer pour réfugiés. Hélas le taux d'intégration sur le marché de travail durant la phase suivante de location sociale est toujours très réduit.* Mettre en place un suivi plus dense si nécessaire doit être possible en matière de ressources humaines. Les chances de réussite seront augmentées si **un professionnel de référence** fixe (*case manager*) est attribué pendant le suivi sur plusieurs années. La **synergie** entre les acteurs professionnels concernés y sera indispensable et nécessite le développement d'instruments pour échanger efficacement.

Mise en place d'un outil de diagnostic différencié : Le développement personnel étant clé pour leur intégration, chaque point de départ reste individuel et particulier à la personne et sa biographie. Pour augmenter les chances en général et surtout de l'accès au marché de travail, un diagnostic différencié pour toutes les populations vulnérables devrait être mis en place reprenant non seulement les atouts professionnels mais aussi personnels, pour pouvoir rapidement identifier compétences et besoins. L'élaboration d'un tel outil devra inclure les perspectives et avis des professionnels concernés et non uniquement servir aux mesures et formations existantes mais certainement aussi pointer vers les lacunes dans le panel des mesures et formations disponibles.

³ 8 octobre 2020, Revendications de Caritas Luxembourg : une amélioration de la prise en charge de personnes et familles en situation de précarité en temps de crise et au-delà.

Formation continue : Pour les populations prises en charge par Caritas Luxembourg, l'absence d'un dispositif de formation continue adéquat pour le développement psychosocial est régulièrement constaté. C'est illusoire de penser que des cours de langues, souvent dans un cadre frontal et peu interactif provoquent un développement de compétences psychosociales. Une analyse des besoins en matière de formation continue doit être faite, suivi de l'élaboration d'offres de formation continue qui permettent de développer une meilleure compréhension de soi-même, des nécessités et des possibilités de son propre développement⁴.

Le travail et la formation professionnelle : L'accès à la formation professionnelle est parfois perçu comme un long chemin administratif sans fin ou sans suite. Cela nécessite plus d'attention. La coordination entre l'offre et la demande au marché du travail est essentielle. Face aux conditions d'admission, la volonté de travailler et de se former existe plus souvent qu'elle ne peut aboutir. La gérance des corps de métiers pourrait aussi évoluer. Les entreprises de leur côté bénéficieraient de plus de soutien pour créer d'avantage d'opportunités aux personnes à la recherche de travail ayant peu d'expérience ou d'autres difficultés comme la barrière des langues.

Les **langues usuelles** du pays, mènent régulièrement à l'échec dans les efforts entrepris pour réaliser certaines démarches en tant que citoyen. Dans la pratique il s'avère que le luxembourgeois est souvent priorisé dans les choix individuels de formation mais peu rencontré dans le parcours d'intégration. Ici le français reste l'atout, démotivant celui qui a opté pour le luxembourgeois. Le prérequis des trois langues constitue une barrière très difficile pour ceux qui pourraient entrer sur le marché de travail d'après leurs compétences professionnelles, mais ne parlent qu'une de ces langues. Des campagnes de sensibilisation auprès du patronat et des autres secteurs, ainsi qu'un changement de ce prérequis dans la législation pourraient ouvrir un chemin vers une orientation moins centrée sur les 3 langues du pays et plus de concentration sur les compétences techniques méthodiques et individuelles ou autres concernant le travail.⁵

La **formation continue socio-professionnelle** : Une formation initiale ne prépare pas aux multiples défis de l'accompagnement et de la prise en charge de personnes sans perspectives. Les aspects méthodologiques et conceptuels doivent être reflétés et mis à jour de manière continue, tout en cultivant le bien-être des professionnels travaillant avec des problématiques difficiles. Un dispositif national de formation professionnelle continue pour les acteurs professionnels qui œuvrent dans le domaine de la cohésion sociale doit être mise en place dans le cadre d'une stratégie à long-terme.

« **Child Guarantee** » : L'éducation non formelle et l'éducation formelle sont des actions en place qui ouvrent la possibilité de promouvoir une égalité des chances – pour avoir « demain » une société forte, éduquée, résiliente et solidaire. Désormais le contrôle de

⁴ En cela Caritas se base notamment sur son expérience durant plusieurs années dans le cadre des classes Passerelles destinées aux publics d'origine étrangère. L'adaptation pédagogique et méthodologique ainsi que la définition d'un projet de vie propre à chaque apprenant donne des résultats extrêmement positifs.

⁵ Yves Schmidt (2009), Protection internationale - Migration – intégration : de fortes mutations, dans Sozialalmanach 2009.

qualité dans l'éducation doit être adapté aux profils des enfants et de leurs familles défavorisées comme celles des BPI. Il faut développer un dispositif de sensibilisation et de **formation spécifique** pour le personnel encadrant de l'enseignement et de l'éducation non formelle. L'évaluation des institutions et des services éducatifs doit se faire autour de la prise en charge des enfants BPI.

Faciliter et soutenir les **offres culturelles et l'expression culturelle d'autrui**. Les échanges et l'amalgame au niveau de la création culturelle ou artistique sont des signaux forts d'appartenance mais touchent rarement les personnes marginalisées. La voie de la culture et de l'échange culturel doit être et devenir un instrument de cohésion et non un privilège. Beaucoup d'initiatives existent déjà, mais la facilitation et le soutien d'initiatives culturelles et de leur promotion doivent être renforcés sous l'angle des populations marginalisées.